

14.01.2014 – 11:24 Uhr

Une initiative qui entraînera plus de dumping salarial et de travail au noir

Bern (ots) -

Les organisations de travailleurs et travailleuses estiment que l'initiative isolationniste de l'UDC est la plus mauvaise manière que l'on puisse imaginer pour réguler l'accès au marché suisse de l'emploi. En effet, elle s'oppose diamétralement aux intérêts des salarié(e)s. Avec elle, la protection des salaires et des conditions de travail s'en trouverait radicalement dégradée et la main-d'oeuvre à passeport étranger serait privée collectivement de droits. Enfin, le dumping salarial et le travail au noir augmenteraient. moins

Pour les deux organisations syndicales faitières USS et Travail.Suisse, les syndicats Unia et Syna, ainsi que l'organisation professionnelle des infirmières et infirmiers (ASI), il est clair que les problèmes concrets du marché suisse du travail sont causés par des employeurs sans scrupules qui foulent au pied le principe selon lequel, en Suisse, on doit verser des salaires suisses. Profitant sans retenue aucune de la détresse de la main-d'oeuvre étrangère, ils versent des salaires de misère et mettent ainsi les salaires sous pression. Pour mettre le holà à ces pratiques, une seule solution : développer les mesures d'accompagnement, multiplier les contrôles et durcir les amendes.

Or, avec son initiative, l'UDC vise exactement le contraire, car les mesures d'accompagnement ont toujours été une épine dans le pied des dirigeants de ce parti. Si elle était acceptée, ces mesures de protection aussi tomberaient avec la libre circulation des personnes. Et les salarié(e)s seraient livrés pieds et poings liés aux patrons.

Les effets en seraient particulièrement durs pour les travailleurs et travailleuses indigènes sans passeport suisse. Car l'UDC ne veut pas simplement revenir au système des contingents qui a été un échec en son temps, mais demande qu'à l'avenir la priorité soit donnée aux ressortissant(e)s suisses et non pas simplement aux travailleurs et travailleuses indigènes. En l'absence de Suissesses ou de Suisses à disposition dans une branche, des contingents seraient alors garantis à l'économie. Cela, même si des travailleurs et travailleuses indigènes avec un passeport étranger - comme des Italien(ne)s, des Espagnol(e)s ou des Portugais(es) - établis depuis longtemps dans notre pays se trouvaient au chômage. Pire encore : ces personnes risqueraient d'être privées collectivement de droits. En effet, selon l'initiative, elles feraient désormais partie de ces personnes dont les droits à un séjour durable, au regroupement familial et à des prestations sociales peuvent être limités. Si elles se retrouvent sans emploi, l'UDC veut les chasser du pays au mépris de tous les principes juridiques.

Un regard dans le passé montre que cette initiative est un instrument inapte à piloter l'immigration. La Suisse devrait prétendument pouvoir définir elle-même le volume de l'immigration avec un système de contingentement. C'est une illusion. À l'époque des contingents aussi, l'économie s'est vu attribuer autant d'autorisations de travail qu'elle le voulait. C'est pour cela que l'immigration des années 1960 a été en pourcentage plus forte que ces dernières années. Une main-d'oeuvre particulièrement nombreuse a été dirigée vers des branches structurellement faibles comme l'agriculture et l'hôtellerie-restauration, ce qui a conduit l'État à encourager une politique des bas salaires.

Au lieu d'attiser la xénophobie, l'UDC ferait bien de reconnaître que les migrant(e)s ont contribué dans une mesure essentielle à notre prospérité. Sans eux, la Suisse ne fonctionnerait pas. Sans eux, nombre d'établissements de l'hôtellerie-restauration, de chantiers et d'hôpitaux pourraient fermer. Sans eux, la prévoyance vieillesse se retrouverait dans une situation critique. Car, pour les seules années 2000 à 2010, les résultats de l'AVS ont été de 20 milliards de francs plus élevés qu'ils ne l'auraient été sans immigration.

Il est irresponsable de prétendre que l'acceptation de l'initiative isolationniste de l'UDC serait sans conséquence. En effet, cette initiative ferait faire à la Suisse un énorme bond en arrière, politiquement, économiquement et socialement. C'est pour cela que nous devons clairement rejeter cette initiative extrémiste.

COMITÉ DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES « NON À L'INITIATIVE ISOLATIONNISTE DE L'UDC »

Contact:

- Paul Rechsteiner, président de l'USS, 079 277 61 31
- Vania Allewa, coprésidente d'Unia, 079 620 11 14

- Martin Flügel, président de Travail.Suisse, 079 743 90 05
- Kurt Regotz, président de Syna, 079 617 62 94
- Pierre Théraulaz, président de l'ASI, 079 310 85 64

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100020454/100749728> abgerufen werden.